automne 2017

HARZ-LABOUR

diskar-amzer 2017

niverenn 17 — numéro 17

Nous vivons une période étrange. Au XXIème siècle, chaque président de la République française est plus mal élu et plus rapidement détesté que son prédécesseur, sans qu'il semble possible de stopper la vague de réformes néo-libérales imposées les unes après les autres. Régulièrement, ici ou là, quelques voitures et poubelles brûlées rappellent que les crimes racistes de la police ne resteront pas longtemps impunis, mais, malheureusement, la propagation de l'incendie de novembre 2005 semble bien loin.

Les résistances et les débordements sont pourtant en germe. Parfois, il commence à se passer quelque chose, quand les routiers ou les dockers obtiennent satisfaction, quand une centaine de personnes perturbent un congrès de DRH et donc la mise en scène de la France comme une start-up cool et moderne, ou quand un artiste russe met le feu aux portes de la Banque de France après avoir enflammé celles de l'ex-KGB à Moscou. Les vieux États-nations craquent de toutes parts. Nous n'avons jamais été aussi proches d'un abandon du projet d'aéroport à Notre-dame des Landes, et peut-être même d'une victoire de la Zad.

Pour autant, l'apathie domine, et, de manifestation en manifestation, on semble reconstituer le décor du printemps 2016, le possible en moins. S'il n'y a que peu de gens qui adhèrent aux projets gouvernementaux, nous sommes entourés d'amis, de camarades de promos, de collègues, de frères, de sœurs, qui nous demandent comment il pourrait en être autrement.
Et il faut avouer que nous ne savons pas toujours quoi répondre. Pire que cela, nous nous cachons parfois derrière des discours apocalyptiques sur la répression, nouveau catastrophisme à la mode, pour justifier nos échecs et notre manque d'imagination.

Nous manquons d'un imaginaire commun et d'une pensée stratégique. La seule ambition de ce numéro est de fournir quelques matériaux, quelques bribes de réflexion à celles et ceux qui partagent ce sentiment. Vous y trouverez un début d'analyse de la révolte populaire en Catalogne, de ses forces et de ses limites, mais aussi quelques éléments de réflexions sur les cortèges de tête, ainsi que des nouvelles des compagnonnages de lutte en terres nantaises. Mais aussi des extraits de livres intelligents et sensibles, qui peuvent nous aider à penser, nous inspirer.

Le comité invisible, Jacques Rancière ... Le second répond au premier, certains de nos textes se contredisent peut-être, et pourquoi pas. Nous ne cherchons pas une nouvelle Bible, ni une nouvelle théorie du parti. Il n'y a pas à résoudre des contradictions, ni même à les aggraver. Nous ne visons pas à recréer un grand Tout quand la société fuit de toutes parts, mais simplement à penser une stratégie.

Et à propos de stratégie, laissons conclure Michel Foucault : *« Une logique de la stratégie ne fait pas valoir des termes contradictoires dans un élément de l'homogène qui promet leur résolution en une unité. La logique de la stratégie, elle a pour fonction d'établir quelles sont les connexions possibles entre des termes disparates et qui restent disparates ».*

DE QUOI LE CORTÈGE DE TÊTE EST-IL LE NOM ?

« À chaque naissance, quelque chose d'uniquement neuf arrive au monde. Par rapport à ce quelqu'un qui est unique, on peut vraiment dire qu'il n'y avait personne auparavant. (...) L'action en tant que commencement correspond au fait de la naissance, (...) elle est l'actualisation de la condition humaine de natalité. »
Hannah Arendt,
Condition de l'homme moderne.

Pendant longtemps, probablement jusqu'au mouvement des retraites de 2010, les mouvements sociaux ont été structurés autour de secteurs professionnels dits « secteurs clefs » (cheminots, soignants, raffineurs, métalos, dockers, postiers, ...), en grève reconductible, soutenus et parfois rejoints par d'autres secteurs. La grève était alors centrale dans le mouvement, et la manifestation envisagée comme une manière de populariser le mouvement et d'appeler à l'intensifier.

Ce n'est donc pas un hasard si ces secteurs ont été ces deux dernières décennies parmi les principales cibles des attaques néo-libérales, par le biais de privatisations, de casse des statuts et d'embauche de contractuels, de fermetures d'entreprises et de généralisation de la précarité. Ces mesures sont autant de causes du faible taux de syndicalisation et des difficultés de plus en plus grandes à faire grève en tant que salarié.

Les délocalisations amorcées il y a maintenant quarante ans sont aussi passées par là. Dans les entrepôts stockant ici les produits fabriqués dans des camps de travail en Asie, le rapport entre travail et production a été inversé : en Europe de l'Ouest, la majorité des travailleurs n'ont plus pour rôle de produire, mais de gérer la circulation d'une production effectuée par des machines ou des ouvriers de pays récemment industrialisés. Pour tenter de faire plier le patronat, les luttes ont donc dû s'adapter aux évolutions de l'économie. Le but de la grève n'est plus d'arrêter de produire, mais de quitter son poste de travail pour aller bloquer les flux qu'on avait pour tâche de gérer, d'où la centralité dans les mouvements récents des raffineurs, des routiers et des dockers, autant de travailleurs qui n'ont pas pour rôle de produire mais de gérer la circulation d'une production.

Parallèlement à des grèves ouvrières menées dans des contextes difficiles, ces dernières années, de nombreux jeunes, lycéens, étudiants, chômeurs ou salariés, majoritairement précaires, conscients de n'être socialement rien ou alors convaincus de « valoir mieux que ça », ont commencé à se regrouper dans des manifestations, dans des émeutes, sur des places ou sur les Zads. Et c'est ainsi qu'en mars 2016, las des hésitations syndicales à amorcer la lutte contre la loi travail, nous fûmes des milliers de présences très diverses à nous regrouper en tête des cortèges.

C'est, ce printemps 2016, cette forme de mouvement, en décalage partiel avec les formes d'organisation traditionnelles de syndicats de plus en plus faibles, que le Comité invisible définit comme « une suite ininterrompue de débordements » : *« Le premier appel à manifester le 9 mars 2016 était un débordement des syndicats par des youtubeurs, les premiers n'ayant eu d'autre choix que de suivre les seconds s'ils voulaient conserver quelque raison d'être. Les manifestations qui se sont succédées à partir de là ont vu un constant débordement des cortèges par les ‹jeunes› désormais positonnés en tête. L'initative de Nuit debout était elle-même un débordement de tout cadre de mobilisation connu. Les départs en manifestation sauvage depuis la place de la République, tel l'apéro chez Valls, furent à leur tour un débordement de Nuit debout. Et ainsi de suite. »*

Il est évident que c'est cette suite de débordements qui a donné aux uns et aux autres l'envie de revenir et de continuer la lutte de mars à mai 2016, avant que le mouvement ne soit rejoint à la fin du printemps par des formes de lutte spécifiques au monde du travail. Ces cortèges de tête offensifs furent indispensables au mouvement du printemps 2016, et nous avons été à ce moment fiers d'avoir été en lutte deux mois durant avant les premières grèves reconductibles.

En outre, à partir de mars 2016, des liens se sont tissés, des pratiques offensives se sont répandues dans les rues, et la conviction de leur légitimité est encore présente dans l'esprit d'un grand nombre de ceux qui ont participé à ces manifestations. Depuis, les moments de 2017 où ces pratiques offensives se sont avérées utiles et intéressantes ont été ceux où des manifestants ont su les actualiser, les adapter, et participer à des convergences avec d'autres collectifs ou groupes informels, comme ce fut le cas face au tribunal de Bobigny suite au viol de Théo.

Cependant, aucune forme ne doit être fétichisée, et à ce titre, la constitution d'un « cortège de tête » dans un seul but de reproduction d'une forme ou de retour à une tradition nous semble problématique. En effet, la diversité, l'ouverture, la porosité — ce qui a fait la force des cortèges de tête du printemps 2016 — risqueraient de perdre en évidence dans la répétition systématique de cette pratique. Bien que la nostalgie soit compréhensible, reconstituer par principe le décor du printemps 2016 nous paraît peu pertinent dans la mesure où se « constituer en cortège de tête » nous ferait passer du champ de l'action à celui de la seule production d'une forme.

À propos de la distinction entre l'action *(praxis)* et la production *(poiesis),* suivant son adaptation par Hannah Arendt au champ de l'action politique, nous pouvons dire ceci : la production est la réalisation d'un objet extérieur, quand l'action trouve sa fin dans les relations humaines. Ainsi, agir est une intervention dans un monde commun, celui des êtres humains, de leurs relations, par exemple en nouant des alliances ou en se révoltant. L'action est par définition une irruption, et ne vise pas à assurer la répétition d'un cycle. La *praxis* introduit à chaque fois un commencement, et donc une rupture avec l'ordre existant, à l'inverse de la *poiesis,* qui, par exemple, peut consister en une production de biens pour perpétuer la consommation.

L'APPARITION DU CORTÈGE DE TÊTE EN 2016 RELEVAIT DONC DE L'ACTION, DE LA *PRAXIS,* DE L'IRRUPTION, ET C'EST POURQUOI CETTE FORME NE DOIT PAS ÊTRE RE-PRODUITE INCESSAMENT, AU RISQUE DE LA FAIRE PASSER DANS LE RÉGIME DE LA *POIESIS,* DE LUI FAIRE PERDRE DE SON SENS. À l'inverse, il n'est pas non plus question de rejeter par principe toute forme déjà réalisée au nom du refus du déjà-vu ou d'une quête éperdue de nouveauté. Il est par exemple heureux qu'une partie de ce qui fut l'ambiance du cortège de tête du printemps 2016 ait été retrouvée dans la manifestation du 10 octobre 2017. Laquelle a vu se regrouper, à l'avant, des personnes très diverses, du manifestant cagoulé jetant de la peinture sur les banques au syndicaliste de Solidaires (voire de la CGT), en passant par le *pink bloc* féministe et queer, tous unis par un même mépris pour la CFDT (qui prétendait pouvoir être en tête de la manifestation) et un rejet du corporatisme. Dans ce contexte spécifique, l'apparition d'un tel cortège avait tout son sens.

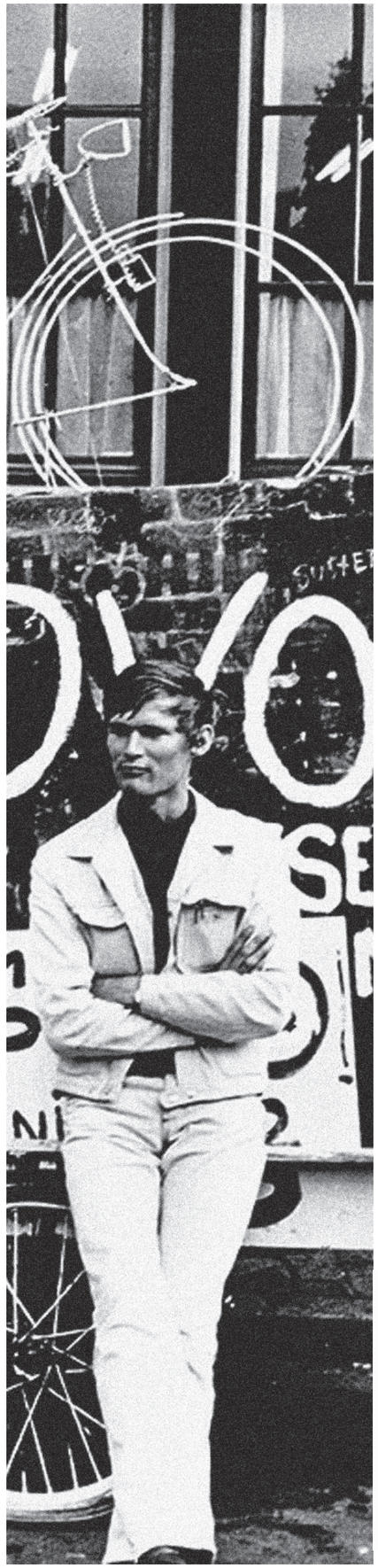
En célébrant l'énergie du cortège de tête du 10 octobre dernier, il ne s'agit pas pour nous de souhaiter le retour du même après avoir expliqué en quoi il serait absurde de reconstituer systématiquement un décor. Il est pour nous question de saisir, à partir de la force collective éprouvée ensemble dans une manifestation, les convergences possibles en vue d'une victoire et d'inviter à une réflexion tactique sur les formes à adopter pour y parvenir. S'il est évident que c'est seulement par le blocage généralisé de l'économie que nous pourrions obtenir le retrait de la nouvelle loi travail, alors que nous avons échoué au printemps 2016, il est tout aussi évident qu'aucune direction syndicale ne souhaite en désigner le chemin.

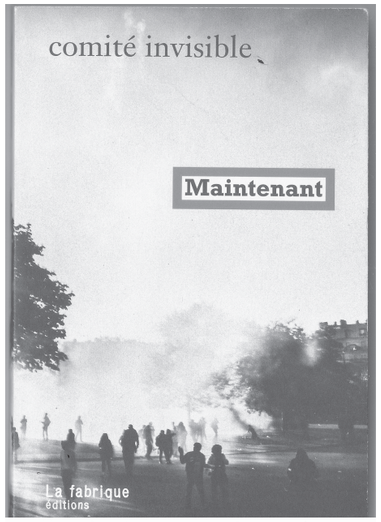
Les dénouements du mouvement des retraites de 2010 et du printemps 2016 montrent que malgré la diversité des formes de lutte, des émeutes sporadiques et des blocages éphémères par endroits ne peuvent être suffisants pour bloquer une économie et faire plier un gouvernement.

Pourtant, les secteurs en lutte qui ont récemment obtenu satisfaction nous montrent la voie. Les routiers, en grève reconductible après la manifestation du 21 septembre, bloquant des dépôts pétroliers comme des transports de marchandise en compagnie de diverses personnes souhaitant elles aussi bloquer l'économie, ont obtenu le maximum obtenable lorsqu'on est le seul secteur en grève, à savoir la préservation d'acquis concernant leur profession. Il a, de plus, suffi d'une menace de grève des dockers et des travailleurs des ports pour que la nouvelle loi travail ne s'applique pas à leur corporation, ce qui n'empêche pas la CGT dockers d'appeler à continuer, par solidarité, à s'opposer aux ordonnances de la nouvelle loi travail.

Ces exemples nous montrent que la lutte peut payer, et que le gouvernement en est si conscient qu'il s'emploie à tenter d'empêcher cette convergence. Malheureusement, pour des raisons différentes, les directions syndicales ont elles aussi aussi empêché cette convergence, avec l'appel à des journées de grèves étalées dans le temps et dispersées selon les professions.

Dans ce contexte, la question centrale est celle de la lutte commune et du blocage de l'économie. Si les incantations à propos de la « grève générale » nous semblent vaines (en raison des effets de la désindustrialisation, des délocalisations ou de la précarité sur nos luttes), la possibilité d'un mouvement large, fait de grèves en de nombreux secteurs clefs, d'occupations, de manifestations, et d'un blocage économique généralisé nous semble encore possible, et semble même être la seule manière possible de mettre un frein à l'accroissement du désastre.

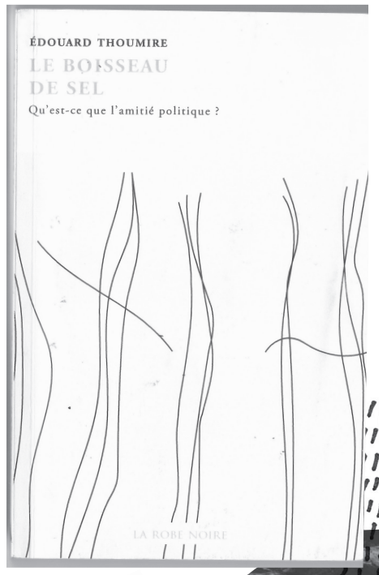




Le démantèlement de toute unité politique induit chez nos contemporains une évidente panique. L'omniprésence de la question de l'« identité nationale » dans le débat public en atteste. « La France », manufacture mondiale de l'État moderne, vit particulièrement mal sa mise au rebut. C'est évidemment parce que jamais « se sentir Français » n'a eu aussi peu de sens que tout ce qu'il y a de politiciens ambitieux dans ce pays en est réduit à broder sans fin sur « l'identité nationale ». Et comme, malgré ces fameux « 1 500 ans d'Histoire » dont on nous rebat les oreilles, personne ne semble avoir une idée claire de ce que peut bien vouloir dire « être Français », on se replie sur les fondamentaux : le pinard et les grands hommes, les terrasses et la police, quand ce n'est pas tout simplement l'Ancien Régime et les racines chrétiennes. Figures jaunies d'une unité nationale pour manuels de troisième.

De l'unité, il ne reste que la nostalgie, mais elle parle de plus en plus haut. Partout des candidats se présentent pour restaurer la grandeur nationale, pour « Make America great again » ou « remettre la France en ordre ». En même temps quand on est nostalgique de l'Algérie française, de quoi ne peut-on être nostalgique ? Partout, on promet donc de refaire par la force l'unité perdue. Seulement plus on « clive » en dissertant sur le « sentiment d'appartenance », plus se répand la certitude de ne pas faire partie de ce tout-là. Mobiliser la panique pour restaurer l'ordre, c'est rater ce qu'il y a d'essentiellement dispersif dans la panique. Le processus de fragmentation générale est si imparable que toutes les brutalités dont on usera afin de refaire l'unité perdue n'aboutiront qu'à l'accélérer, à le rendre plus profond et plus irréversible. Quand il n'y a plus d'expérience commune, hormis celle de se retrouver devant des écrans, on peut bien créer de brefs moments de communion nationale après des attentats en déployant toute une sentimentalité dégoulinante, fausse et creuse, on peut décréter toutes sortes de « guerres contre le terrorisme », on peut

promettre la reprise en main de toutes les « zones de non-droit » que l'on voudra, cela reste un flash de BFM-TV au fond du kebab, et dont on n'entend pas le son. Ce genre de calembredaines, c'est comme les médicaments : pour qu'elles demeurent efficaces, il faut sans cesse forcer la dose, jusqu'à la neurasthénie finale. Ceux qui voient d'un bon œil la perspective de finir leur existence dans une citadelle exiguë et sur-militarisée, même grande comme « la France », pendant que tout autour, l'eau monte, charriant les corps des malchanceux, pourront bien déclarer « traîtres à la Nation » tous ceux qui leur déplaisent. Dans leurs aboiements, on n'entend que leur impuissance. À long terme, l'extermination n'est pas une solution.



Le mouvement du printemps dernier, avec toutes ses faiblesses et ses contradictions, n'a-t-il pas été une avancée par rapport à… 1850 ? N'a-t-il pas marqué la fin de l'illusion que vous dénoncez, « la vieille idée marxiste que le monde de la domination sécrète sa propre destruction » ? Dans sa disqualification de la politique traditionnelle, il me semble qu'il ne s'est pas attaqué à des apparences mais qu'il a bien cherché à construire les « regards autres » que vous souhaitez. Bref, n'assistons-nous pas à un grand changement subjectif dans les façons de lutter contre l'ordre existant ?

Cette avancée n'a rien d'évident. En 1850 il était facile à des militants ouvriers d'opposer l'association ou « la sociale » à un pouvoir capitaliste et un pouvoir étatique conçus comme parasitaires. Ce qui surgissait à ce moment-là, notamment à travers le développement de tout le réseau des associations ouvrières, c'est l'idée que le travail constitue un monde commun, l'immense structure horizontale d'un système de production et d'échange qui peut fonctionner tout seul et sans hiérarchie. C'est cette vision d'un avenir où les rapports médiatisés par les abstractions de la monnaie et de la marchandise seraient (re)devenus des rapports directs entre les hommes producteurs qui a soutenu le développement des divers socialismes comme celui de l'anarcho-syndicalisme. Cette évidence du travail comme monde commun déjà là, prêt

à reprendre ce qui était aliéné dans les rapports marchands et dans les structures étatiques, a disparu dans l'univers contemporain du capitalisme financier, de l'industrie délocalisée et de l'extension du précariat qui est aussi un univers où la médiation capitaliste et étatique est partout. Et, au fond, la fameuse « loi travail » était une déclaration de péremption définitive du travail comme monde commun. Certains y répondent par des rodomontades sur la fin des illusions du travail et de la valeur-travail. D'autres y voient le signe que c'est désormais la vie entière et non plus la force de travail qui est requise par le capitalisme postfordiste et en déduisent l'émergence d'un mouvement « biopolitique », un mouvement de la vie elle-même succédant au classique mouvement ouvrier. Mais les protestataires du printemps 2016 y ont spontanément perçu autre chose : la déclaration officielle que désormais, dans nos sociétés avancées, le travail n'avait plus de raison de faire communauté, qu'il ne devait plus être que la manière dont chaque individu gérait son « capital humain ». C'est ce que déclare d'une autre manière la répression judiciaire maintenant systématique de formes de lutte ouvrière qui étaient jusque-là considérées comme appartenant aux risques des conflits sociaux (condamnation des ouvriers de Goodyear ou des protestataires d'Air France). L'alliance assez

inédite entre les syndicats ouvriers et les « inorganisés » de Nuit debout a aussi été significative de ce point de vue pour qui se souvient de la dureté des affrontements d'antan entre gauchistes et syndicalistes.

Mais cela veut dire aussi que ce mouvement, si important qu'il ait été, ne peut se situer sur une ligne temporelle évolutive simple. Il a à la fois attesté et masqué le fait que, si le travail fait encore enjeu de lutte et principe de communauté, il ne fait plus monde. Il n'est plus la forme déjà-là d'un monde à venir, ce qu'il était encore en 1968, même si la fonction symbolique qui était attribuée à la classe ouvrière dans la pensée gauchiste était en conflit avec la « réalité » que géraient ses représentants « légitimes ». Mais aussi il n'a pas été vraiment remplacé dans cette fonction. La faveur actuelle du « revenu universel » en témoigne à sa façon. Celui-ci se voulait au départ l'expression d'un nouveau militantisme porté par l'évolution historique, celui des travailleurs « cognitaires » de l'ère postfordiste. Ce mouvement « historique » est resté une hypothèse d'école. Ce qui a eu lieu à sa place, c'est l'entretemps des mouvements d'occupation. Le revenu universel est alors devenu une proposition de mesure étatique compensant la désindustrialisation. Il n'y a plus de communauté déjà-là qui garantisse la communauté à venir. La communauté est devenue avant tout un objet de

désir. C'est le phénomène marquant du mouvement des places et des occupations. D'un côté, il est bien vrai qu'il a été un écart par rapport au fonctionnement de ce qu'on entend en France par politique. Il faut se souvenir que le mouvement espagnol du 15 Mai et ceux qui l'ont suivi n'avaient eu pratiquement aucune résonance en France parce que la grande affaire alors était ici la « grande primaire démocratique socialiste ». De ce point de vue il y a eu assurément dans le mouvement du printemps 2016 un écart, l'affirmation d'un peuple autre que celui du processus électoral. Mais c'est plutôt le rattrapage d'un retard qu'un pas en avant significatif dans la pensée et dans l'action. Et par ailleurs on a pu constater, plus fortement encore ici que dans les mouvements précités, à quel point cet autre peuple est actuellement objet de désir plus que forme en mouvement. On sait en figurer l'exigence mais on ne sait pas quels organes et quelles formes donner à sa constitution. Le rôle dévolu à l'assemblée comme figure du peuple égal où chacun parle de ce qu'il veut dans un temps semblable pour tous en témoigne éloquemment. La floraison de thèmes comme ceux du pouvoir « destituant », emprunté à Giorgio Agamben, ou de l'« exode », prôné par Paolo Virno, en témoigne d'une autre manière. D'un côté, l'écart affirmé est orphelin d'un monde symbolique et vécu auquel s'adosser. De l'autre, il a du mal à

trouver les formes dans lesquelles se développer. C'est pourquoi l'idée que le système est moribond et prêt à s'effondrer reste commode. Elle comble l'intervalle entre les écarts actuels et l'avenir espéré et elle permet de s'imaginer alternativement qu'il suffit qu'on donne un petit coup d'épaule au système pour que tout s'effondre ou qu'il suffit qu'on s'en retire pour qu'il se dissolve.

Un paradoxe de la philosophie politique

La pensée politique occidentale entretient depuis toujours un rapport inextricablement contradictoire à l'amitié. D'un côté, elle la mobilise comme l'expérience matricielle et constitutive du corps politique : en tant qu'ils font l'expérience d'une relation impliquant des devoirs et une assistance réciproques, les amis en composent de proche en proche le tissu moral et affectif. De l'autre, les amitiés sont accusées d'échapper à l'ordre politique, et même d'entrer en opposition frontale avec lui dans la mesure où elles se nouent dans une exigence d'égalité, de réciprocité et de mise en commun que tout ordre qui hiérarchise et distribue des places ne peut accepter[1]. Ajoutons à cela que l'amitié est élective et que les frontières qu'elle dessine ne correspondent pas nécessairement à celles, géographiques ou imaginaires, qui délimitent l'espace officiel au sein duquel les normes sont partagées et à

1 Je renvoie par exemple à B. Sère, *Penser l'amitié au Moyen Âge étude historique des commentaires sur les livres VIII et IX de l'Éthique à Nicomaque, XIIIe-XVe siècle*, Turnhout, Brepols, 2007 (notamment les chapitres III et IV de la 1ère partie) et B. Sère, « Essai sur un oxymore normatif : l'amitié politique à la fin du Moyen-Âge », Parlement[s], Revue d'histoire politique, HS 11, mars 2016, p. 85-97 pour la fin du Moyen-Âge et A. Ferrand, « Un modèle interprétatif : " l'amitié-âge " », dans L'analyse des réseaux personnels (HDR), s. l., Université Lille 1, 1993, p. XXXIX-LVIII pour la période contemporaine.

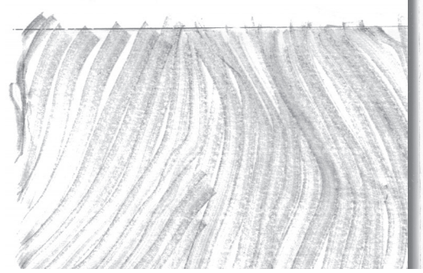
l'extérieur duquel se trouve l'étranger ou l'ennemi. Les amis peuvent aussi bien se soulever contre une autre partie de la cité ou contre son existence même, qu'inclure l'ennemi officiel dans leurs rangs. Toute entité politique trouverait donc en l'amitié aussi bien sa condition de possibilité que sa dissolution en puissance. Aucune ne peut s'en priver – autrement, les anciens et en particulier les Grecs auraient perdu la vie publique de la *polis* et les modernes la société –, mais aucune ne peut en tolérer la dynamique.

La philosophie politique se trouve donc régulièrement contrainte de mener une opération conceptuelle qui consiste à définir un lien civique à partir du modèle de l'amitié, mais contre ses effets délétères pour le corps politique, c'est-à-dire contre l'amitié elle-même – en effet, nous verrons que la discorde et le désordre auxquels les amitiés exposent toute entité politique sont moins traités comme des risques que comme des effets inévitables parce qu'inhérents aux expériences amicales. Cette opération fait ressortir trois interrogations. Au-delà du vœu récurrent que tous les sujets ou tous les citoyens soient amis, la captation de l'amitié par les réflexions menées en philosophie politique invite à déterminer ce qui, dans l'expérience amicale plus que dans tout autre type de rapports, ouvre les amis à leur monde et à leur

bien communs. A l'inverse, qu'est-ce qui dans l'amitié élective détourne immanquablement les hommes d'une pensée et d'une action ordonnées à la constitution et à la pérennisation d'une entité politique ? Et si ce n'est pas l'amitié qui est finalement retenue, mais une relation qui n'en conserve que la forme ou le nom, il faut examiner la consistance des liens civiques thématisés par la philosophie politique, c'est-à-dire ce qui les motive, leur fonctionnement et l'activité collective qu'ils mettent en jeu.

En somme, cette opération met au jour une opposition entre deux politiques qui, bien que s'interpénétrant, restent absolument distinctes et divergentes : il y a d'une part une politique des amitiés en tant que celles-ci engagent les amis dans la prise en charge d'un monde commun, et d'autre part une politique des entités (la cité grecque, la République ou l'Empire romain, l'État moderne, etc.) qui organise la vie collective des hommes en l'ordonnant à la recherche d'une unité et d'une identité[2]. Cette opposition appelle donc à comprendre en quoi la politique des entités est inamicale et en quoi la politique des amitiés exige de renoncer à la constitution d'une entité.

2 L'expression « politique des amitiés » ne doit pas tromper les connaisseurs du texte sur les *Politiques de l'amitié* de Jacques Derrida. Nous ne chercherons ni à nous en démarquer, ni à en proposer notre propre usage. De fait, nous ne travaillerons pas avec ce texte.



Faisons la proposition suivante : c'est dans l'amitié que se déploie l'être-politique des hommes et non dans la constitution d'un État. C'est dans l'amitié que tout ce qui est se dévoile en un monde dont l'habitation, la prise en charge et l'usage sont communs. Ajoutons qu'à l'inverse, toute tentative d'organiser la vie collective avec un État est nécessairement inamicale et prive les hommes de leur monde commun. En somme nous voulons commencer ici à démontrer que la philosophie politique construit l'État contre l'amitié, et que le désir de libérer le devenir-politique de celle-ci nécessite de renoncer à l'hypothèse de l'État.

Édouard Thoumire

ELS CARRERS SERAN SEMPRE NOSTRES

« Si voter servait vraiment à changer quelque chose, ça fait longtemps que ça serait interdit ...Benh là justement c'est interdit, c'est pour ça qu'il faut aller voter ! »
Cette réflexion d'un rappeur anarchiste catalan illustre assez bien tous les paradoxes qui traversent la société catalane dans le bras de fer qui est aujourd'hui engagé avec le gouvernement espagnol. De ce coté-ci de la frontière, médias, intellectuels et politiques rivalisent de poncifs pour condamner les aspirations séparatistes catalanes. Ceux-ci vont de la sacralisation des frontières des États-nations, chère à la France, au fameux « à quoi ça sert d'encore créer de nouvelles frontières » cher aux militants de gauche, en passant par les accusations d'irresponsabilité vis-a-vis du risque de déstabilisation des marchés et de l' « équilibre européen » (adressées au gouvernement catalan), et d'irrationalités passéistes (adressées à la masse des tenants du séparatisme). Cependant, il apparaît évident que les aspirations qui secouent actuellement la Catalogne méritent autrement plus d'attention, de respect et de rigueur qu'un analyste de BFM-TV ou un politicien français ne seront jamais capable d'en produire. Rarement on aura connu une détermination aussi acharnée à défendre des bureaux de votes. Ce 1er octobre à Barcelone, ceux-ci ont été durant toute la journée assaillis par une foule énorme. Votants faisant la queue durant des heures sous une pluie battante, pour ensuite rester dans la rue, prêts à faire face à d'éventuelles attaques policières. Sur place, la comparaison avec le souvenir des dernières élections françaises prêtait alors franchement à sourire.

On ne peut rien comprendre à la situation présente si on oublie que dans la conscience des populations de l'État espagnol, l'État, le roi, le centralisme et la *guardia civil* restent associés au fascisme, et au souvenir de Franco. Aucune purge des cadres fascistes n'a jamais eu lieu après la mort du dictateur, et le franquisme continue d'opérer sa marque, tant sur l'ensemble de la droite espagnole que dans les institutions étatiques et au sein de la police. Rien d'étonnant donc dans les menaces de mort proférées par le porte-parole du *Partido Popular* de Rajoy, se référant à l'exécution de Lluis Companys, premier chef d'état catalan à avoir déclaré l'indépendance de la Catalogne en 1934, à l'encontre de Puigdemont, président de Catalogne : *« Espérons que rien ne sera déclaré demain [le 10 octobre] parce que la personne qui fera cette déclaration pourrait finir comme la personne qui a fait cette déclaration il y a 83 ans »*. Rien d'étonnant non plus dans le nombre de salut fascistes visibles dans les manifestations anti-indépendantistes, ni dans l'attitude de la *guardia civil* se comportant en terrain conquis lors du référendum, ni dans l'absence revendiquée d'enquête sur les violences policières pendant le référendum, malgré un mort et plus de 800 blessés. Rien d'étonnant enfin dans l'arrestation et l'incarcération des leaders des deux principales associations pro-indépendantistes.

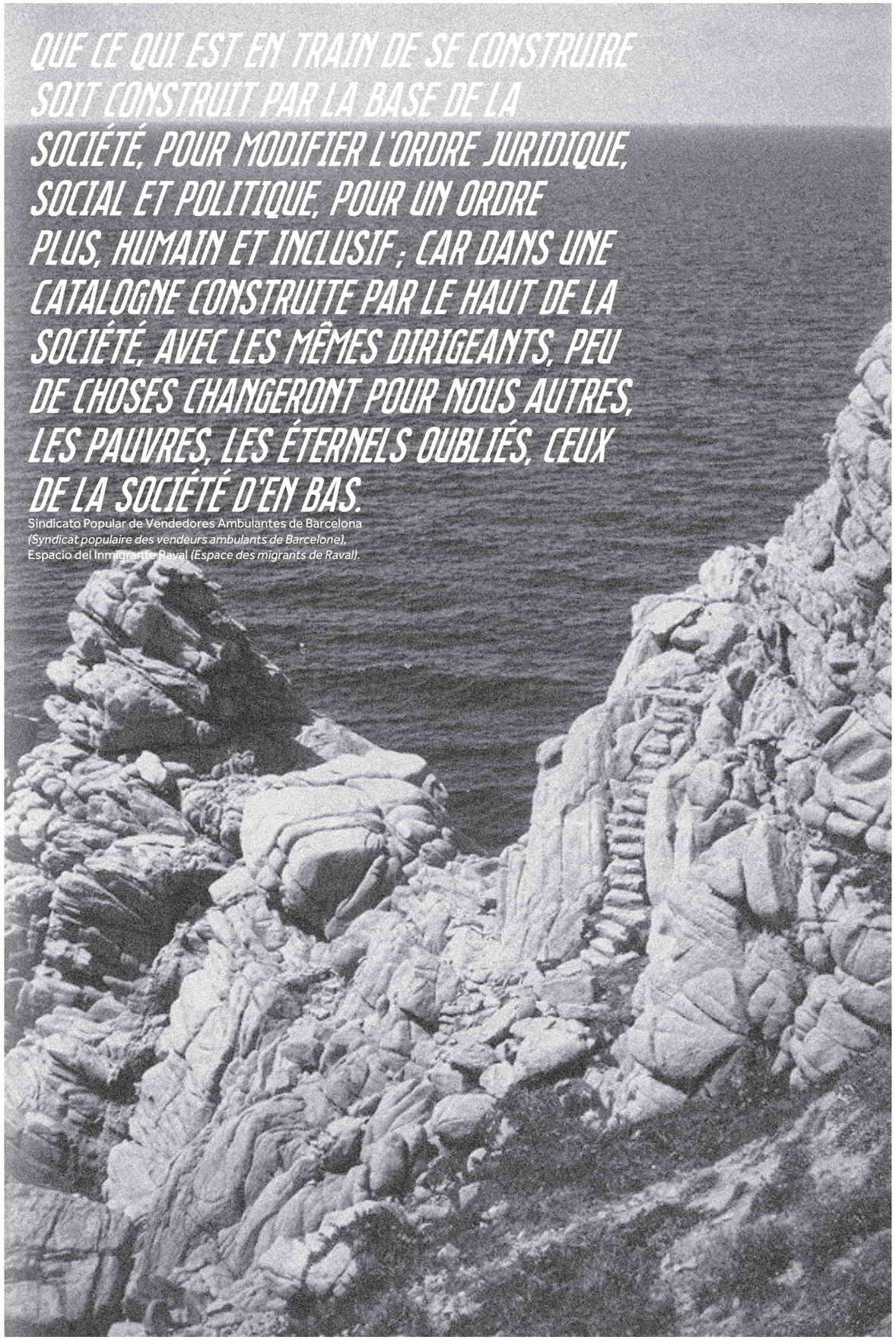
A contrario, le séparatisme, le fédéralisme et les identités locales demeurent largement associées au souvenir du camp républicain, socialiste ou libertaire pendant la guerre d'Espagne. Les larmes d'émotion des anciens, ayant subi le franquisme, sortant des bureaux de votes sous les acclamations de la foule, ou les drapeaux républicains, brandis ce même soir par des milliers de jeunes espagnols place Puerta del Sol à Madrid, illustrent bien plus clairement l'ambiance et les motivations d'un grand nombre d'indépendantistes que tous les ânonnements à propos du « repli identitaire » ou des « régions riches qui ne veulent plus payer pour les pauvres ».

En parallèle de cet héritage franquiste, l'explosion des inégalités sociales faisant suite à la crise, est venue raviver les résistances populaires, et les tensions avec le pouvoir politique, y compris d'ailleurs avec le gouvernement catalan, exécutant local des politiques d'austérité, et dont la police (les fameux *mossos*) n'a rien à envier à la *guardia civil* dans la répression des luttes sociales. Dans les territoires marqués par de forts particularismes autant que par une tradition antifasciste et républicaine, la recrudescence des injustices et des mobilisations pour y faire face à relancé chez beaucoup l'idée que l'indépendance était la meilleure option pour à la fois liquider définitivement l'héritage franquiste et reprendre collectivement le contrôle de son espace et de son quotidien, en envoyant bouler le diktat de l'économie libérale. L'interdiction répétée par le conseil constitutionnel espagnol d'un certain nombre de mesures sociales (taxations des banques et des logements vides, limitation des expulsions et des coupures d'eau, de gaz, et d'électricité...), et environnementales (interdiction du gaz de schiste, taxation des centrales nucléaires...), votées par le Parlement catalan, est ainsi très significative du verrou que représente l'État espagnol pour beaucoup, et ce bien qu'on puisse facilement critiquer la portée très limitée de ces mesures.

Alors, bien sûr, on ne peut nier le caractère hétéroclite et contradictoire du bloc indépendantiste, alliant pour la circonstance bourgeoisie conservatrice et forces anticapitalistes et révolutionnaires, et questionner la primauté donnée à la question institutionnelle, y compris par la gauche indépendantiste. De même qu'on ne peut rester que circonspect devant le rôle ambigu joué par la police catalane dans les événements en cours. Mais on doit aussi admettre que, face à l'ingéniosité et à l'énergie de la mobilisation populaire, le gouvernement de Puigdemont et la vieille bourgeoisie locale pèsent peu de chose. Que serait la lutte pour l'indépendance sans les comités de défense du referendum, forces vives du mouvement, qui l'organisent à la base à partir d'Assemblées Générales de village ou de quartier ? Sans le refus unanime des dockers de prendre en charge les ferrys hébergeant les flics et les militaires espagnols ? Sans l'importante grève générale, initiée à la fois contre les violences policières et contre la dégradation des conditions de travail ? Sans le monde paysan protégeant les bureaux de vote et bloquant les routes avec ces tracteurs ? Sans l'occupation de la fac de Barcelone, et l'implication des étudiants et des lycéens ? Sans les flics chassés de leurs hôtels par des villages ou des quartiers entiers ? Sans, enfin, la participation de centaines de milliers de personnes, militant parfois pour la première fois, et descendant dans la rue aux cris de *els carrers seran sempre nostres* (les rues seront toujours à nous), slogan issu de la sphère squat et libertaire.

Ce qui se joue en Catalogne, ce n'est pas tant le respect ou non du droit des peuples à disposer d'eux même, que la capacité d'une population à s'émanciper des institutions qui la dominent et dont elle ne veut plus. Le poids dans la mobilisation de la quasi totalité de ce que la Catalogne compte d'entités progressistes ou révolutionnaires, le recours à la grève générale, et l'organisation en assemblées de quartier et de village, résurgence du vieille héritage libertaire du pays, sont symptomatiques des tensions qui existent au sein du mouvement séparatiste, entre organisation de rue et logique institutionnelle. L'enjeu consiste désormais dans la construction d'une puissance de rue suffisamment forte pour à la fois tenir tête à Madrid et refuser toute possibilité d'un retour à la normal en cas d'établissement d'un État catalan.

Au travers de la Catalogne, une brèche est peut être en train de s'ouvrir dans toute l'Espagne, et au-delà, dans le principe de fondement des vieux États-nations européens. Là se trouve probablement la principale raison de l'indéfectible soutien au gouvernement espagnol des représentants et chefs d'États de l'UE, Macron en tête.



COMPAGNONNAGE EN TERRES NANTAISES

Puisqu'il est question de convergences, celle-ci ne manque pas de nous étonner autant que de nous réjouir. Si le mouvement nantais contre la loi travail n°1 a ouvert une possibilité, c'est bien celle d'une association des différentes forces, qu'elles soient traditionnelles ou nouvelles, dans la recherche d'une dynamique commune.

Des premières rencontres entre occupants de la Zad et syndicalistes sur les piquets de blocages de Donges, tous ne gardent pas un excellent souvenir. Explications vives, parfois vigoureuses, les mondes ne se croisent pas aisément. Des premières confrontations entre embryon de cortège de tête et syndicalistes dans les rues nantaises, on se souvient aussi de moments houleux. Il n'est pas toujours aisés pour ceux qui ont été à la tête de tous les mouvements de travailleurs depuis des décennies de se savoir dépendants de gens qu'on n'organise pas mais qui s'organisent par eux-même. Il n'est pas non plus simple pour ceux qui sentent une force nouvelle de ne pas mépriser ceux qui marchent sous les pavillons des organisations qu'ils considèrent comme les artisans de toutes les défaites sociales récentes.
Mais les difficultés à se comprendre sont loins d'être systématiques, nombreux sont les moments où l'on se retrouve autour d'un verre, où les cantines de la Zad viennent ravitailler les piquets au grand plaisir des grévistes et des bloqueurs. Et puis certaines sections syndicales comme la CGT AGO, sont opposées à la délocalisation de l'aéroport, c'est un bon argument pour favoriser la rencontre.
Au fur et à mesure que le mouvement du printemps 2016 se prolonge, quand les syndiqués de la base préfèrent suivre les appels de Nantes révoltée à manifester dans le centre ville plutôt que ceux, hors les murs, de leurs propres centrales, il apparaît clairement que les anciens meneurs ne peuvent être les seuls à décider de la suite du mouvement. Il va donc falloir apprendre à se parler.

Été 2016, le soir du « référendum » devant consulter les habitants de Loire-Atlantique sur leur désir d'aéroport : *« Autour du chantier du dôme du Gourbi, la fête est déjà lancée.[...] Des occupants, des paysans et même quelques travailleurs de l'aéroport Nantes-Atlantique, rencontrés récemment sur les piquets contre la loi travail, tourbillonent jusqu'à ce qu'approche l'heure de la traite et du pointage. »**

Quelques semaines plus tard, doit avoir lieu l'université d'été du PS... Il n'en fallait pas moins pour remobiliser tout l'éventail des tendances des manifestants contre la loi travail. Face à la situation, le PS ne peut que reculer et son opération com' de la rentrée tombe à l'eau. Il n'y aura pas d'université d'été et les plus persévérants auront même le loisir d'organiser un enterrement du parti.

Printemps 2017, nouvelle visite de la CGT Vinci sur la Zad :
— *« Quand je viens et que je travaille à la zad, parfois on bosse des heures sans pauses, sans rien. Des fois je me dis, qu'est-ce que j'aimerais bien travailler avec autant de passion dans mon boulot ! [...] Moi ça me fait du bien quand je viens ici, de voir les mobilisations, les actions ; au syndicat tu portes quelques chose de cent fois moins ambitieux, on te regarde avec des yeux ronds et on te dit : ‹ on y arrivera pas ›[...]»*.*
— *« La plupart des paysans d'ici seraient chauds pour aider quand il y a des grèves. La seule chose c'est qu'il faut assurer le ramassage des produits dans les fermes. »** alors *« On se met à échafauder les plans d'un réseau de ravitaillement prêt à soutenir les piquets de salariés. L'idée fera son chemin. »**

C'est à partir de ces rencontres qu'en juin, après l'élection présidentielle et l'annonce de l'imminence des premières ordonnances de la loi travail n°2, K-ways noirs, doudounes north face, chasubles rouges et bottes en caoutchouc se retrouvent de nouveau pour préparer la première manifestation contre le projet Macron. Que les nantais se mettent ensemble à murer une banque, voilà qui ne plaît pas à la BAC. Gazs et coups viennent sanctionner l'œuvre constructrice autant qu'ils sanctionnaient la casse des vitrines de banques ou d'agences intérim. Prendre des coups ensemble, voilà une nouvelle histoire commune, de nouvelles raisons de resserrer les rangs.

Et l'initiative bâtisseuse persiste, après une nouvelle tentative de construction de mur au mois de septembre, la dernière est d'autant plus ambitieuse qu'elle est appuyée largement. Préparée conjointement entre syndicalistes, zadistes et révolutionnaires urbains, une nouvelle construction collective a vu le jour lors de la manifestation du 10 octobre 2017. Récit par Nantes Révoltée :
« [...] Après un nouveau coup de chaud au niveau de la préfecture, la manifestation arrive au terme du parcours officiel, Cours des 50 Otages. La surprise annoncée pendant le défilé arrive. Tout commence. Des crieurs invitent les manifestants à participer à la construction d'une « maison du peuple », pendant que des tables sont installées avec des victuailles et que les banderoles renforcées font face à l'énorme dispositif policier. Un camion transportant l'ossature en bois de la future maison est déchargé en un rien de temps par une chaîne humaine qui s'attèle immédiatement à la construction. En moins d'une heure, la charpente d'une maison de quatre mètres de haut s'élève face à la préfecture, sous les vivats d'une foule hétérogène. Renvoyée à son inutilité fondamentale, la police s'énerve. La BAC tente une charge héroïque pour voler la nourriture préparée par une cantine de la ZAD. Une pluie de projectile répond à cette provocation, met en fuite les perturbateurs, et s'arrête immédiatement pour permettre à la construction de continuer sereinement. [...] Après le « mur de la résistance » construit par différentes composantes du mouvement dans le centre ville, cette grande « maison du peuple » érigée face à la préfecture incarne la nouvelle forme d'intervention politique qui s'expérimente à Nantes. Les liens qui se tissent cet automne permettront-ils, dans les semaines qui viennent, d'engager un rapport de force décisif ? À suivre. »

La question finale est effectivement pertinente, mais pour y répondre, il vaut mieux ne pas rester spectateur.

* citations extraites de *Saisons, nouvelles de la zad.*